



MARCHÉ À PROCÉDURE ADAPTÉE MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

En application des articles L.2123-1 / R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la Commande Publique constitué de l'ordonnance n°2018-1074 du 26/11/2018 portant partie législative et du décret n°2018-1075 du 03/12/2018 portant partie réglementaire

Maîtrise d'œuvre pour la rénovation de la maison existante en deux entités indépendantes SAINT-PIERRE (972)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

Représentant du Pouvoir Adjudicateur :
COMMANDEMENT DE LA GENDARMERIE DE MARTINIQUE
Caserne Redoute – B.P. 616
97261 FORT DE FRANCE

Ordonnateur secondaire :
Centre de Service Partagé Interministériel
CHORUS
82 rue Victor Sévère
97262 FORT-DE-FRANCE CEDEX

Comptable Assignataire :
Direction régionale des finances publiques
de la Martinique
Boulevard du général de Gaulle B.P. 654-655
97236 FORT-DE-FRANCE CEDEX

Correspondant technique :
Bureau des soutiens et des finances
Section Immobilier et Logement
Caserne Joseph FRANCE - B.P. 616
97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX
Tél : 05 96 59 90 61 / 05 96 59 90 56

Correspondant administratif :
Bureau des soutiens et des finances
Section Budget Administration
Caserne Joseph FRANCE - B.P. 616
97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX
Tél : 05.96.59.90.69

Imputation Budgétaire :
Programme : 152 – Centre Financier : 0152-CGOM-COMQ – Centre de coût : GN5EMMQ972
Activité : 015234500308 (AG 308)

CODE CPV : 71000000-8 – Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection

**Date et heure limites de remise des offres :
Avant le 20 juin 2025 - 16h00 (heure locale)**

ARTICLE 1 – GÉNÉRALITÉS

1.1 – Objet du marché

La présente consultation a pour objet la passation d'un marché de prestations intellectuelles pour une mission de maîtrise d'œuvre ayant pour but la rénovation d'une maison en deux entités indépendantes.

Les caractéristiques administratives composant la présente procédure sont fixées par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

1.2 – Durée d'exécution du marché

Le marché est conclu à partir **de la date fixée sur l'ordre de service pour une durée de 12 mois.**

1.3 – Allotissement

Le marché n'est pas alloti.

ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

2.1 – Procédure de passation

Le présent marché est soumis aux dispositions du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique et de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du CCP.

Il concerne un marché de prestations intellectuelles passé selon la procédure adaptée avec possibilité de négociation en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du Code de la Commande Publique.

Ce marché se réfère au cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

2.2 – Forme du marché

Il s'agit d'un marché ordinaire.

2.3 – Variantes

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

2.4 – Pièces contractuelles

Conformément à l'article 4 du CCAG-PI, en cas de contradiction entre les pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-PI) approuvés par arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) ;

- l'offre technique du titulaire ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

ARTICLE 3 – IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

L'acheteur public, dont les coordonnées figurent en première page du règlement de la consultation est également désigné par les termes « RPA », « personne publique », « commandement de la gendarmerie de Martinique », « acheteur », « administration », « gendarmerie nationale » ou « bénéficiaire ».

ARTICLE 4 – CO-TRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut faire appel à une sous-traitance ou un groupement d'entreprises pour l'exécution d'une partie de son marché. La réalisation d'une sous-traitance est soumise à l'acceptation et l'agrément de ses conditions de paiement par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les conditions de l'exercice de la co-traitance et de la sous-traitance sont prévues par l'article 12 du CCAG-PI.

Les modalités d'acceptation et d'agrément de sous-traitant sont prévues aux articles R2193-1 à R 2193-8 du Code de la commande publique.

Le sous-traitant dûment agréé bénéficie du paiement direct dans les conditions fixées par l'article R2193-10 du Code de la Commande Publique (si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC).

En l'absence de paiement direct, les dispositions de l'article 14 de la loi n°1975-1334 du 30 décembre 1975 relative à la sous-traitance s'appliquent. Le titulaire doit alors fournir une caution personnelle et solidaire garantissant le montant sous-traité. La caution personnelle et solidaire ne peut en aucun cas être remplacée par une délégation de paiement.

ARTICLE 5 – QUALIFICATION DES INTERVENANTS

Dans le cadre de la consultation, le soumissionnaire doit établir un mémoire technique décrivant et précisant l'ensemble des prestations envisagées pour répondre aux prestations demandées. Le soumissionnaire doit également préciser la composition et la constitution de l'équipe d'étude qui sera en charge de la mission. Chaque intervenant devra être présenté par un CV relatant l'expérience professionnelle acquise sur des études similaires.

ARTICLE 6 – MODALITÉS D'EXÉCUTION

6.1 – Définition des prestations

Les détails des prestations attendues figurent dans le CCTP.

6.2 – Relations entre le titulaire et l'administration

6.2.1 – Obligation de confidentialité

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En cas de manquement à cette obligation, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire dans les conditions prévues par le CCAG-PI.

6.2.2 – Obligation du titulaire

Le titulaire doit désigner une personne physique désignée sous le terme de « responsable physique du marché » chargée d'assurer la coordination effective de toutes les études et le suivi des prestations. Un suppléant à cette personne doit aussi être désigné.

Le responsable physique du marché ainsi que son suppléant sont nominativement désignés. Le responsable physique du marché est l'interlocuteur privilégié du conducteur d'opérations, la SIL.

En cas de remplacement du responsable physique du marché ou de son suppléant, de nouveaux interlocuteurs doivent être proposés pour acceptation à la personne publique, conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

6.2.3 – Obligation de moyens et de conseils

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour la bonne réalisation des prestations du présent marché.

Le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. En tout état de cause, il appartient au titulaire de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants et de qualité des prestations, conformément aux niveaux prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Dans le cas d'une récusation par l'administration de personnels du titulaire qui ne donneraient pas satisfaction pour l'exécution des prestations, le titulaire doit désigner un remplaçant de qualification au moins équivalente, dans un délai de deux (2) semaines.

Dans le cas d'une impossibilité d'une personne affectée à la réalisation des prestations (licenciement, démission ou autre empêchement, provisoire ou définitif), le titulaire doit en informer immédiatement l'administration, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire est alors tenu au remplacement de cette personne dans un délai de sept (7) jours à compter de la date de réception de l'avis par l'administration, par une personne de qualification au moins équivalente, sans incidence financière.

En cas de non-remplacement dans les conditions ci-dessus, l'administration se réserve le droit de résilier le présent marché pour faute du titulaire.

Le titulaire s'oblige à faire part à l'administration de toute son expérience, de toutes ses compétences et connaissances.

Le titulaire a une obligation de conseil ou d'alerte s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements ou de dysfonctionnements potentiels dans le cadre du projet.

Cette obligation de conseil incombant au titulaire est spontanée. Ce dernier doit de sa propre initiative communiquer à l'administration toute information permettant de prévenir une entrave quelconque à la bonne exécution du présent marché.

Cette obligation de conseil peut donner lieu à la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

6.2.4 – Obligation de l'administration

L'administration s'engage à mettre à disposition du titulaire les informations en sa possession nécessaires pour mener à bien les prestations décrites dans le CCTP.

6.2.5 – Clause incitative pour la promotion des achats responsables dans les marchés et la vie des affaires

Certification achats responsables

Dans le cadre de l'amélioration de la démarche RSE entreprise par le titulaire, il est précisé que le ministère de l'Intérieur est détenteur du label « relation fournisseurs achats responsables » (RFAR) adossé à la norme ISO 20400/2017 « Achats responsables – lignes directrices » délivré par la médiation des entreprises et le Conseil National des Achats (CNA).

Afin d'harmoniser les bonnes pratiques établies entre tous les fournisseurs et sous-traitants intervenant dans ses marchés publiés, le représentant du pouvoir adjudicateur invite l'ensemble des titulaires desdits marchés à se conformer à la norme ISO 20400/2017 et aux exigences de la charte « Relations Fournisseurs Responsables » et au label RFAR et / ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère de l'Intérieur de toute démarche entreprise en la matière, et notamment la signature de la « charte RFR », puis le dépôt d'un dossier de candidature au label susmentionné et de l'éventuelle obtention de celui-ci, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400/2017 dans ses processus internes.

La médiation des entreprises – en association avec le Conseil National des Achats – vous accompagne dans cette démarche.

Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

6.3 – Défaillance

La défaillance du titulaire dans l'exécution du présent marché, en totalité ou en partie, provoque un préjudice à l'administration. En conséquence, le titulaire, dans l'impossibilité de réaliser et de fournir une partie ou la totalité des prestations décrites au marché, aura à sa charge tous les frais annexes résultant de la défaillance.

6.4 – Clause de réexamen

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le RPA se réserve le droit d'apporter les modifications en cas d'évolution des prestations et des attendus du marché.

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Les éventuelles modifications peuvent concerner :

- l'ajout ou la suppression d'une prestation, non prévue au marché initial et dont le besoin s'impose en cours d'exécution (cet ajout ne doit pas bouleverser l'économie du marché) ;
- l'augmentation du montant maximum initial pour les prestations complémentaires.

Le titulaire est saisi par le RPA pour une demande de devis et la modification au marché est actée, le cas échéant, par avenant.

ARTICLE 7 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX DU MARCHÉ

7.1 – Unité monétaire

Les prix sont libellés en euros.

7.2 – Forme et contenu des prix

Les prix sont :

- forfaitaires ;
- hors taxes ;
- toutes taxes comprises remisés (le taux de TVA est indiqué à part) ;
- toutes charges fiscales, parafiscales et autres taxes comprises liées à la prestation.

Les prix des prestations sont des prix forfaitaires et sont réputés fermes pour toute la durée de la mission.

ARTICLE 8 – MODE DE RÈGLEMENT - PAIEMENT

8.1 – Transmission électronique

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-3 du Code de la commande publique et au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, le titulaire adresse ses factures (accompagné d'un RIB/RIP) de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus PRO** accessible par internet en se connectant à :

<https://portail.chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures.

Pour toute question et / ou pré-requis réglementaire concernant la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet.

Outre une optimisation du délai de traitement, ce dispositif totalement gratuit, permet d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal de vos factures, et de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'État.

La facture sera obligatoirement accompagnée du PV de réception de la situation ou de la totalité de la prestation.

8.2 – Facturation

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet de factures périodiques, à l'issue de chaque phase.

8.3 – Demande de paiement

Le mode de règlement choisi pour le présent marché est la facture.

Les prestations incluses dans les différentes parties feront l'objet d'un règlement selon les dispositions ci-dessus.

Le titulaire ne peut faire parvenir ses factures à l'administration que lorsqu'une prestation est totalement achevée.

Le paiement est effectué sur demande émise par le titulaire via CHORUS PRO, après attestation du service fait par le service prescripteur concerné. Celui-ci est réalisé par virement sur le compte du titulaire et/ou des sous-traitants le cas échéant.

Le délai maximum de paiement est de trente (30) jours à compter de la réception de la facture. Les sommes payées après l'expiration de ce délai sont majorées d'intérêts moratoires.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Mentions obligatoires à faire figurer sur les factures détaillées :

- N° d'engagement juridique EJ ;
- Numéro et référence du marché ;
- Code service exécutant (SE) : **PRFPLTF972** ;
- Nom ou raison sociale et adresse complète ;
- Numéro SIRET ;
- Références bancaires (à défaut joindre un RIB ou RIP) ;
- Numéro et date de la facture ;
- Les montants (HT, TVA, TTC) des prestations, conformément aux stipulations du marché ;
- Le détail des prestations concernées.

Le sous-traitant et/ou co-traitant joint à sa facture l'accord pour paiement du titulaire.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture par le service en charge de son paiement.

8.4 – Intérêts moratoires

Le dépassement du délai de paiement prévu au présent article, ouvre de plein droit au titulaire, le bénéfice d'intérêts moratoires au taux de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires se calculent en se reportant au « taux marginal » du semestre précédent celui au cours duquel les intérêts ont commencé à courir.

Ce taux est révisable le 1er janvier et le 1er juillet de chaque année civile (consultable sur le site www.banque-france.fr).

ARTICLE 9 – RETENUE DE GARANTIE OU CAUTIONNEMENT

Le marché ne prévoit pas la constitution d'une retenue de garantie ou d'un cautionnement.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 CCAG-PI, tous les candidats doivent justifier qu'ils sont titulaires de contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Une **attestation d'assurance** en cours de validité couvrant les risques professionnels du candidat dans le cadre de l'exécution du présent marché est demandé dès l'étape de la remise des offres.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de reproduire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Les garanties souscrites doivent être suffisantes eu égard à l'ampleur des prestations et sans limite pour les dommages corporels.

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers, à ses biens ou aux biens appartenant à la Gendarmerie.

Le non-respect des dispositions du présent article rend le titulaire passible des mesures prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

ARTICLE 11 – PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI et compte tenu de l'objet du marché ainsi que de l'obligation de résultats, outre le non-paiement des prestations non exécutées, les pénalités pour défaillance ou retard sont calculées comme suit :

Libellés	Montant forfaitaire	Modalités d'application
Retard dans la livraison des documents (recueils, prestations, avis...) prévus à l'article 5 du CCTP	200 € / jour calendaire	Dès le 1er jour de retard constaté
Non remplacement d'un personnel ne donnant pas satisfaction, au-delà de deux semaines prévu à l'article 7.3.3 – Obligation de moyen et de conseil	400 € / jour calendaire	Dès le 1er jour de retard constaté
Non remplacement d'une personne affectée à la réalisation des prestations (licenciement, démission ou autre empêchement, provisoire ou définitif) au-delà de deux semaines prévu à l'article 7.3.3 – Obligation de moyen et	600 € / jour calendaire	Dès le 1er jour de retard constaté

de conseil		
Violation des obligations de sécurité ou de confidentialité	0,5 %	Du montant du marché public à la date de constatation du fait générateur (art 14.2 du CCAG-PI)

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple constat du retard par l'administration.

Elles peuvent se cumuler, mais ne peuvent excéder 20% du montant total HT du marché. Les pénalités ne sont pas actualisables.

ARTICLE 12 – AVANCES ET ACOMPTES

12.1 – Avances

Conformément aux articles R. 2191-3 à R. 2191-10 du Code de la commande publique en vigueur, il est accordé au titulaire (sauf avis contraire de sa part exprimé dans l'acte d'engagement) le versement d'une avance d'un montant de 30% du montant TTC du marché ou du bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 € HT et dont le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

En cas de nouvelles dispositions de versement des avances, ces dernières s'appliqueront d'office dès la publication du/ou des textes officiels.

Dans le cas où une avance est versée au titulaire, son remboursement intervient par précompte sur les sommes dues ultérieurement et s'applique dès la mise en paiement de la première facture de l'année en cours.

12.2 – Acomptes

Application des articles R. 2191-20 à R. 2191-22 du code de la commande publique en vigueur.

12.3 – Régime de paiements

Application des articles R. 2191-23 à R. 2191-26 du code de la commande publique en vigueur.

ARTICLE 13 – UTILISATION DES RÉSULTATS

Il sera fait application de l'article 35.1 CCAG-PI.

ARTICLE 14 – PROTECTION DE LA SANTÉ ET DE LA SÉCURITÉ DES PERSONNES

Conformément à l'article 7.1 du CCAG-PI, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

ARTICLE 15 – RÉSILIATION

Les dispositions des articles 36 à 41 du CCAG-PI sont applicables. Ainsi, lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais prévus, la résiliation du marché à ses torts, peut être prononcée par le RPA sans que ne lui soit versé aucune indemnisation.

La résiliation pour faute du titulaire ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités et n'exclut pas l'application des pénalités prévues à l'article 7 du présent CCAP.

Dans le cas d'une résiliation sans qu'il y ait faute du titulaire, ce dernier peut prétendre à une indemnisation. Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, celle-ci doit être présentée dans un délai de deux mois sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI (arrêté du 30 mars 2021), la résiliation du marché pour intérêt général n'ouvre pas droit à une indemnisation du titulaire.

ARTICLE 16 – EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DE TITULAIRE

Le titulaire est impérativement tenu aux obligations contractuelles prévues au présent marché. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations, pour une raison quelconque, il doit en informer immédiatement le correspondant administratif (coordonnées en page de garde de ce présent document) et confirmer par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, il peut être fait application de l'article 27 du CCAG-PI qui prévoit l'exécution du marché par un autre prestataire aux frais et risques du titulaire en cas d'inexécution par ce dernier de sa prestation, laquelle par nature ne peut souffrir d'aucune interruption.

Le titulaire du marché n'est pas admis à prendre part directement ou indirectement à l'exécution des prestations, réalisées à ses frais et risques par un autre prestataire.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché résultant de l'exécution des prestations par un autre prestataire choisi par l'administration est à sa charge. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Si le RPA prend la décision de mettre en œuvre cette procédure, le titulaire en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 17 – DÉROGATIONS

Les articles ci-après désignés du présent CCAP dérogent au CCAG-PI :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-PI	Objet
10	9.2	Assurances
11	14	Pénalités
15	40	Résiliation

ARTICLE 18 : LITIGES ET CONTENTIEUX

En cas de contentieux né de l'exécution du marché, le juge du tribunal administratif de Fort-de-France, territorialement compétent, est saisi du litige juridictionnel :

Tribunal Administratif de Fort-de-France
12 rue du Citronnier – Plateau Fofo – CS 17103
97271 SCHOELCHER Cedex
Téléphone : 05 96 71 66 67
Télécopie : 05 96 63 10 08
Courriel : greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr

Le général Yvan CARBONNELLE,
commandant de la gendarmerie de Martinique

